

Parti Communiste Marxiste-Léniniste



Pierre BAUBY
38 ans, marié,
4 enfants,
économiste
à l'EDF, militant
syndicaliste
secrétaire poli-
tique du PCML
ancien candidat
à la présidence de
la République

Suppléant :
Alain DUPRE
32 ans
ouvrier
métallurgiste
militant
syndicaliste
secrétaire de la
section
d'Orléans
du PCML



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

J'ACCUSE JACQUES DOUFFIAGUES

de participation à tous les mauvais coups
de Giscard Barre :

- 2000 000 de chômeurs.
- baisse du pouvoir d'achat.
- développement des emplois précaires.
- attaques contre les libertés politiques
et syndicales.
- vote de la loi Peyrefitte.

J'ACCUSE JACQUES DOUFFIAGUES

d'être responsable, ici :

- des fermetures d'usines (Bril, Dessaux),
des licenciements (Chrysler à Sully/Loire).
- de l'exode rural.
- des mauvais coups portés aux équipe-
ments socio-culturels (crèches, maisons des
Jeunes, saccage du site archéologique du
Campo-Santo).

IL FAUT BATTRE DOUFFIAGUES!

IL FAUT UN DÉPUTÉ COMMUNISTE

— qui défende sans relâche, à l'Assemblée,
les revendications des ouvriers, paysans, em-
ployés, techniciens, pour l'emploi, les libertés,
la paix.

— qui contribue à imposer des changements,
avec les travailleurs, par leurs luttes, sans ac-
cepter la logique du système d'exploitation et
d'oppression sur les travailleurs et les peuples
du monde.

L'adoption de la représentation proportion-
nelle aurait permis au Parti communiste mar-
xiste-léniniste d'être représenté à l'Assemblée
dans ce but.

Cela dépend de vous, que, conformément
à la démocratie, le PCML ait un député.

**DES LE PREMIER TOUR,
VOTEZ PIERRE BAUBY, ALAIN DUPRE**

NOS PROPOSITIONS

La défaite de Giscard d'Estaing constitue un réel suc-
cès pour les travailleurs, pour tous ceux qui, ces derniè-
res années, ont fait face à l'offensive antipopulaire qu'il
a dirigée. C'est la défaite de celui qui était le candidat
des grands monopoles capitalistes. C'est un échec pour le
grand patronat qui comptait sur la réélection de Giscard
pour poursuivre ses attaques contre les travailleurs.

Le PCML a pris sa part dans la réalisation de cet échec
de Giscard, en combattant sa politique dans les luttes
quotidiennes et en appelant à le battre en votant Mitter-
rand au second tour de l'élection présidentielle.

Il appelle, à l'occasion des élections législatives, à vo-
ter, dès le premier tour, POUR AMPLIFIER LA
DEFAITE DE LA DROITE.

Cependant, bien que la défaite de la droite marque un
temps d'arrêt dans l'offensive anti-ouvrière et crée les
conditions de changements positifs, le PCML estime que
les travailleurs doivent rester vigilants. Le capitalisme
reste en place. La bourgeoisie monopoliste est toujours
là avec ses atouts : l'organisation patronale de combat
qu'est le CNPF, les partis de droite qui ne vont pas man-
quer de multiplier les manœuvres, les rouages de l'appa-
reil d'Etat et en particulier ceux de la répression antipopu-
laire. Ce serait se bercer d'illusions que de croire qu'ils
vont rester inactifs; ils vont tout faire pour continuer

à combattre les travailleurs. Il n'y a pas de raison pour que la bourgeoisie ne cherche pas à poursuivre ses objectifs de réalisation du profit maximum et de restructuration de son économie avec son cortège de licenciements et de chômage.

Seul le socialisme, donnant le pouvoir aux travailleurs, pourra l'empêcher définitivement de nuire et permettra des changements réels et durables.

Néanmoins, le PCML estime que dès maintenant des changements favorables aux intérêts des travailleurs peuvent être obtenus, à condition qu'ils comptent avant tout sur leurs luttes et sur leur unité. Le patronat ne cédera pas sans action ! Le PCML appelle à combattre tous les points de vue qui révisent en baisse les revendications des travailleurs et s'efforcent d'organiser un consensus au bénéfice de la bourgeoisie.

Vis-à-vis du nouveau gouvernement, le PCML soutiendra toute mesure favorable aux travailleurs et aux peuples du monde et combattra toute initiative contraire à leurs intérêts.

DES MESURES IMMÉDIATES

Le PCML agit pour que les quatre mesures suivantes soient prises immédiatement :

- relèvement du SMIC à 3 400 francs.
- pas d'indemnité de chômage inférieure au SMIC.
- arrêt des expulsions de travailleurs immigrés.
- libération des prisonniers politiques (Corses, Bretons, Tahitiens, Basques, Guadeloupéens, Guyanais).

A plus long terme, le PCML agit :

POUR LE DROIT AU TRAVAIL

- contre tout licenciement.
- embauche des jeunes à leur sortie de l'école.
- embauche définitive des travailleurs hors-statuts par les entreprises où ils sont intérimaires, sous contrats à durée limitée, stagiaires Barre.
- création massive d'emplois dans la fonction publique ainsi que dans les entreprises privées et nationalisées.
- à travail égal, salaires et statuts égaux pour les femmes, les jeunes, les immigrés.
- défense de la loi de 1936 sur la durée hebdomadaire du travail, les 35 heures sans diminution de salaire.
- droit des petits et moyens paysans de vivre décemment de leur travail, maintien du statut du fermage contre les attaques des bailleurs.

POUR LE DROIT A LA SANTÉ

- abrogation de la nouvelle convention médicale.
- gratuité des soins médicaux.

POUR LES LIBERTÉS POLITIQUES ET SYNDICALES

- abrogation de toutes les dispositions, lois, décrets, circulaires prises ces dernières années contre les libertés démocratiques : loi « sécurité et liberté », loi anticasseurs, atteintes au droit de grève et aux libertés syndicales ; dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, des milices patronales et groupements à caractère fasciste et raciste ; engagement de ne pas utiliser l'armée et les forces de police contre les travailleurs.

- abrogation de toutes les dispositions, lois, décrets, circulaires prises ces dernières années contre les travailleurs immigrés et attribution de l'égalité totale des droits politiques et syndicaux, ce qui inclut le droit d'élire et d'être élu.

- représentation réelle de tous les courants politiques, même minoritaires : droit d'expression à la radio-télévision, représentation proportionnelle intégrale lors des différentes consultations électorales, remboursement total des frais électoraux, liberté de candidature aux élections.

- suppression de l'article 16 de la Constitution.

POUR DÉFENDRE LA PAIX

- mesures concrètes de solidarité avec les peuples en lutte pour leur libération notamment :

* rupture immédiate des relations avec l'Afrique du Sud.

* reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine comme seul représentant légitime du peuple palestinien.

* rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement pro-soviétique de Karmal et soutien concret à la résistance afghane.

* respect des résolutions de l'ONU sur le Cambodge et participation de la France à la Conférence internationale sur le Cambodge.

* soutien à la réunification pacifique de la Corée et reconnaissance de la République populaire et démocratique de Corée.

* soutien concret aux peuples de l'Erythrée, du Salvador.

- reconnaissance du droit à l'indépendance immédiate des colonies françaises, les soi-disant DOM-TOM ; retrait des troupes françaises d'Afrique et restitution des bases militaires aux pays où elles se trouvent.

- soutien aux revendications des pays du Tiers Monde, pour payer les matières premières à un juste prix, fixé par les pays producteurs.

- édification d'un réseau de protection civile permettant d'abriter la population en cas de menace ou d'attaque nucléaire.

POUR UNE FRANCE SOCIALISTE, INDÉPENDANTE, SOLIDAIRE DU TIERS MONDE

Le PCML œuvre à réunir le maximum de conditions pour avancer vers le socialisme.

Pour changer en profondeur la situation actuelle, il faut, en effet, arracher le pouvoir aux mains des exploiters, briser leur instrument de pouvoir, leur Etat, leur armée, leur police, leur justice, leur appareil de propagande. Il faut le socialisme :

- un socialisme qui permette réellement le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple : assemblées populaires à tous les niveaux, élues et révocables ; garantie des libertés individuelles, du droit de grève, du droit d'association.

- un socialisme qui en finisse avec l'exploitation capitaliste par l'expropriation des exploiters, la propriété des moyens de production à l'ensemble des travailleurs, une planification fondée sur le bien-être du peuple.

- un socialisme rompant avec la position impérialiste dans le monde, développant la coopération économique sur un pied d'égalité et sur la base d'avantages réciproques avec les pays du Tiers Monde, participant à l'aide au développement, à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

- un socialisme assurant l'indépendance de la France par rapport à tout impérialisme.

Vu, le candidat